

## Compte administratif 2012

### Rapport de présentation

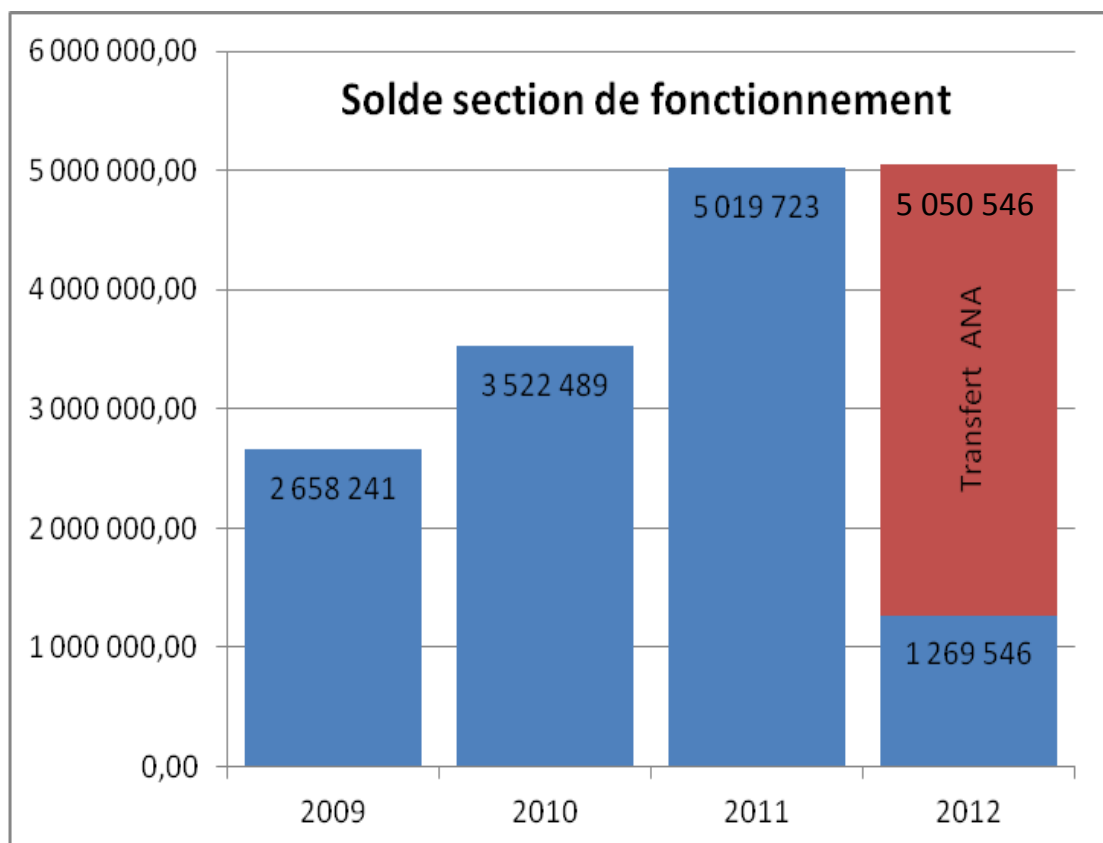
#### BUDGET PRINCIPAL

#### Section de fonctionnement

Le transfert de l'opération AquaNova America au budget annexe des Bâtiments Industriels et Commerciaux à la demande de la DGFIP (opération soumise à TVA) a considérablement impacté le résultat de l'exercice 2012.

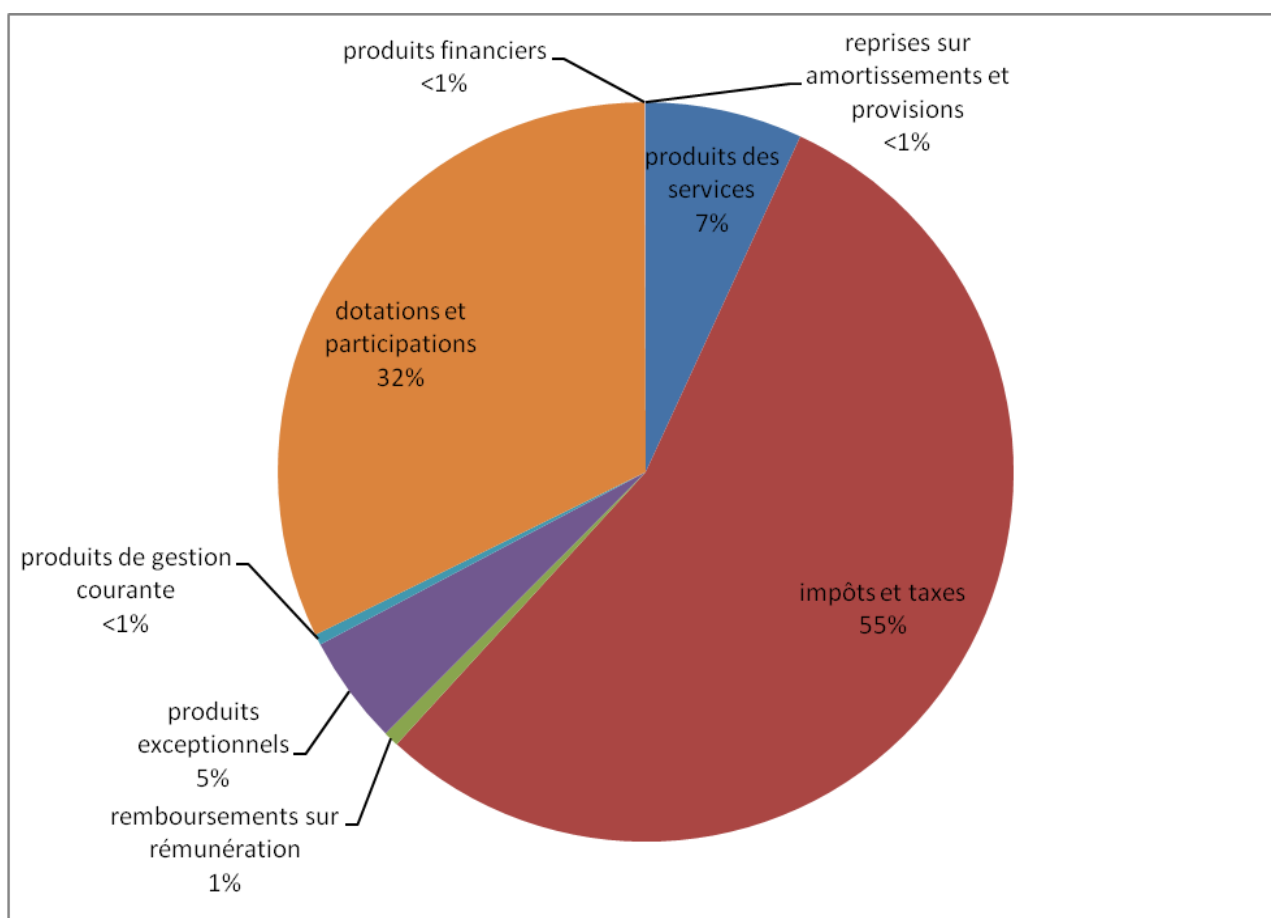
Ce transfert s'est traduit, dans le budget principal, par une dépense de fonctionnement de 3,78 millions d'euros, alors qu'initialement, au budget primitif 2012, les dépenses liées à la construction du centre aqualudique étaient inscrites en section d'investissement (voir décision modificative n° 1 du 21 décembre 2012).

Le résultat de la section de fonctionnement, malgré tout excédentaire de 1,27 million d'euros, aurait été sans ce transfert de **5,05 millions d'euros**, supérieur au résultat déjà exceptionnel de 2011.

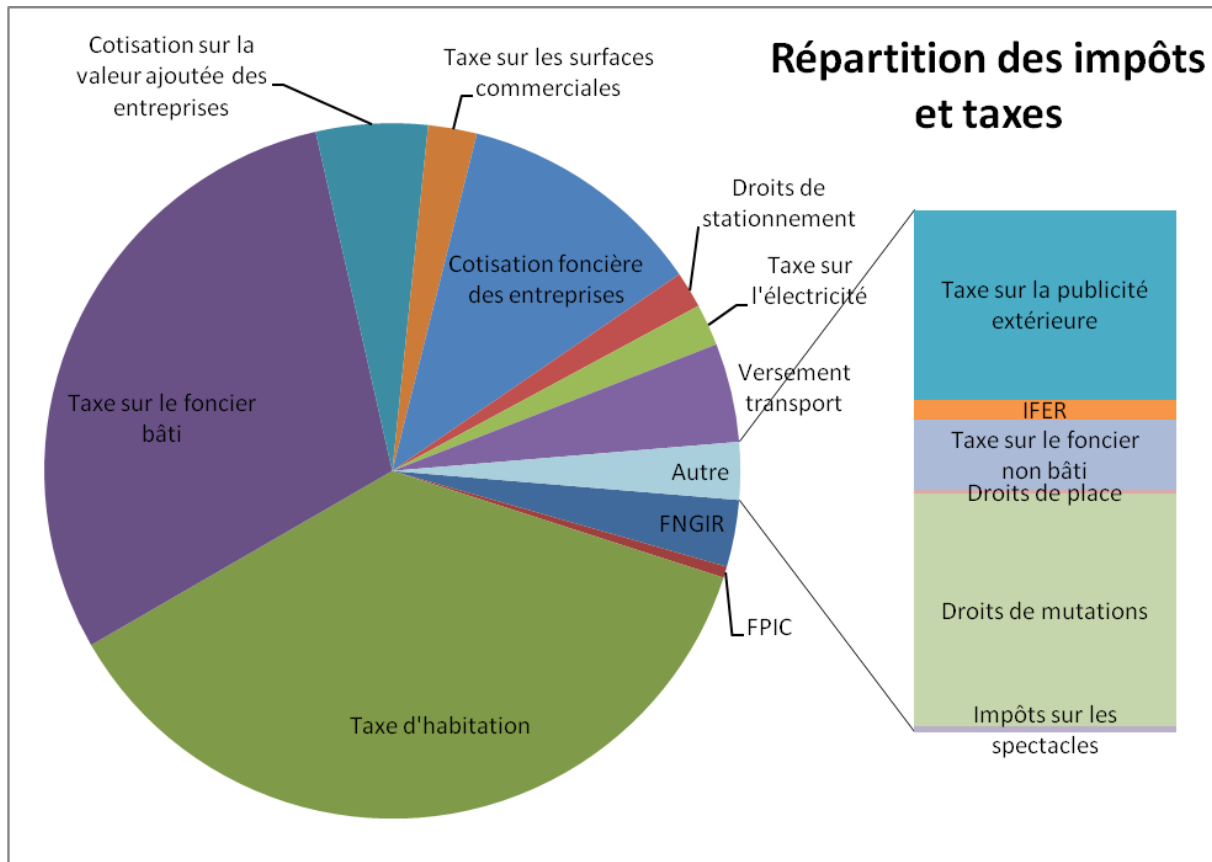


## 1/ Les recettes de fonctionnement

	Réalisé 2011	Voté 2012	Réalisé 2012
013 remboursements sur rémunération	296 796,81	313 200,00	259 561,20
70 produits des services	1 889 711,01	2 117 450,00	2 670 204,49
73 impôts et taxes	20 622 478,05	21 144 165,00	21 226 253,17
74 dotations et participations	12 915 821,63	12 421 327,00	12 440 548,27
75 produits de gestion courante	255 936,05	242 100,00	182 207,12
76 produits financiers	13 659,68	13 000,00	11 294,10
77 produits exceptionnels	5 236 641,21	186 000,00	1 842 331,08
78 reprises sur amortissements et provisions		5 755,00	5 755,00
<b>total recettes réelles</b>	<b>41 231 044,44</b>	<b>36 442 997,00</b>	<b>38 638 154,43</b>
recettes d'ordre	335 261,94	351 430,00	355 733,41
<b>total recettes de fonctionnement</b>	<b>41 566 306,38</b>	<b>36 794 427,00</b>	<b>38 993 887,84</b>

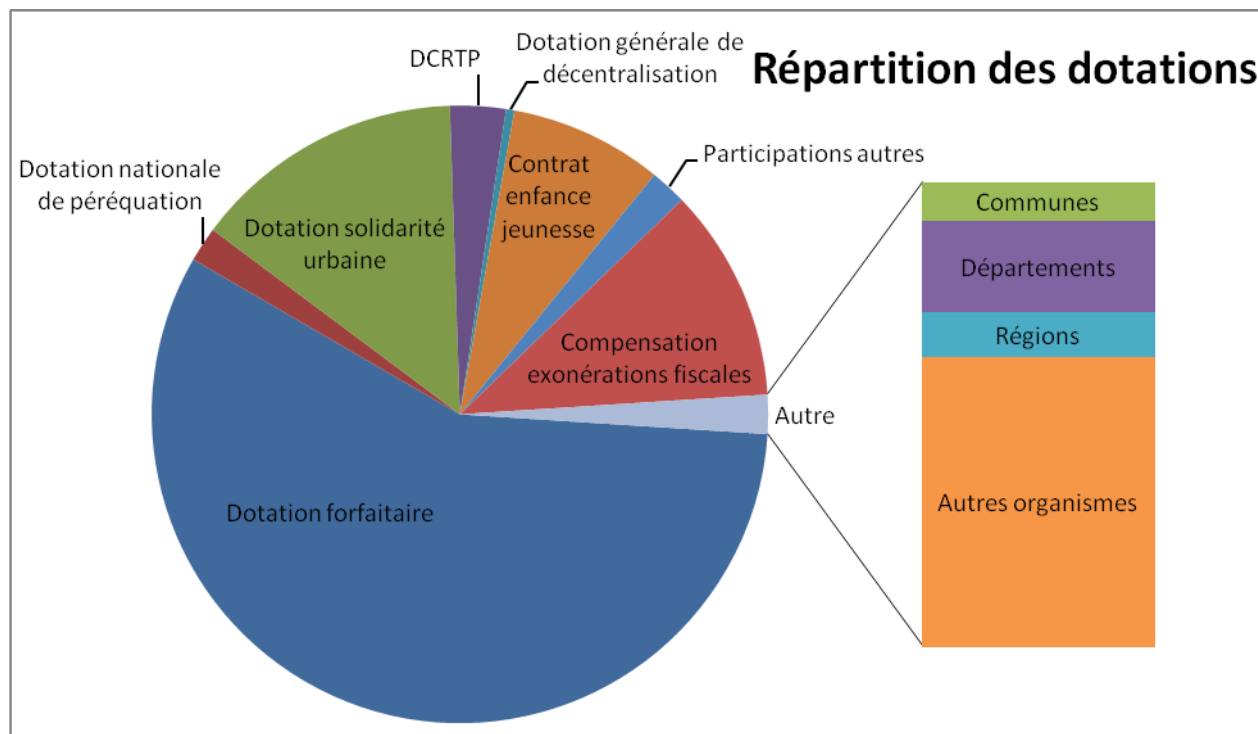


## 1.1/ Chapitre 73 – Impôts et taxes



Le produit des impôts « ménages » (taxe d'habitation, taxes sur le foncier bâti et non bâti), représente 66,65 % des impôts et taxes quand celui des impôts « entreprises » (contribution foncière des entreprises, contribution sur la valeur ajoutée des entreprises, taxe sur les surfaces commerciales et imposition forfaitaire des entreprises de réseau) en représente 19,08 %. Avant la réforme de la taxe professionnelle, la part de chacun d'eux était respectivement de 49 % et 38 % (valeurs 2009). Ces pourcentages confirment le transfert de l'effort fiscal des entreprises vers les ménages et la réduction considérable de l'autonomie financière des collectivités puisque, concernant les entreprises, seul le taux de la contribution foncière est voté par le Conseil Municipal.

## 1.2/ chapitre 74 – dotations et participations



La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), comprenant la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation, d'un montant en 2012 de 9 138 246 €, représente 73,46 % des dotations et 23,65 % des recettes globales de fonctionnement. Son montant est stable par rapport à 2011 (+0,23 %). La dotation forfaitaire seule, d'un montant de 7 133 116 €, représente 57,34 % des dotations et continue de fondre avec -125 731 € par rapport à 2011.

### **1.3/ autres chapitres**

013 – remboursements sur rémunération – retrace essentiellement les remboursements de rémunération et de charges sociales pour congés maladie. La baisse significative (-12,55 %) est liée à la réduction du nombre de contrats aidés.

70 – produits des services et du domaine – correspond majoritairement aux droits perçus auprès des usagers des services publics locaux, dont la redevance pour occupation du domaine public en nette progression par rapport à 2011.

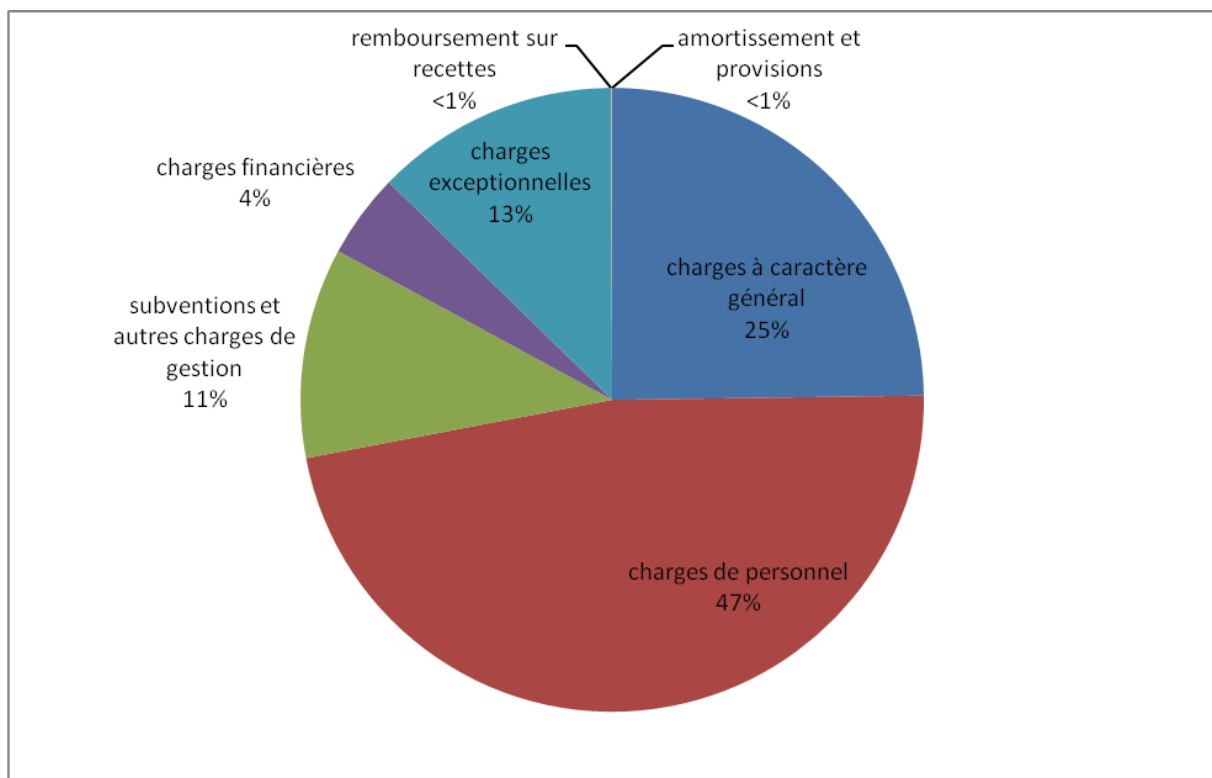
75 – produits de gestion courante – comprend notamment les revenus des immeubles dont la ville est propriétaire.

77 – produits exceptionnels – comprend principalement les produits des cessions pour lesquels les crédits sont inscrits en section d'investissement mais les réalisations imputées à la section de fonctionnement. En 2012, le montant du produit des cessions s'élève à 1 644 260,12 €.

78 – reprises sur amortissements et provisions – pour 2012, la recette inscrite à ce chapitre correspond à une reprise de provision pour créance douteuse. Celle-ci ayant fait l'objet d'une régularisation par la société mise en cause.

## 2/ Les dépenses de fonctionnement

	Réalisé 2011	Voté 2012	Réalisé 2012
022 dépenses imprévues	-	-	-
011 charges à caractère général	8 814 275,63	9 444 684,33	9 006 274,29
012 charges de personnel	17 121 983,91	17 200 000,00	17 160 918,19
65 subventions et participations	4 047 351,43	4 069 110,00	3 962 895,18
66 charges financières	1 598 693,06	1 610 100,00	1 588 976,98
67 charges exceptionnelles	870 344,88	4 660 580,00	4 599 211,30
68 dotations aux amortissements	52 617,34	13 000,00	11 663,38
014 atténuations de recettes	13 269,21	63 706,00	12 361,95
<b>total dépenses réelles</b>	<b>32 518 535,46</b>	<b>37 061 180,33</b>	<b>36 342 301,27</b>
dépenses d'ordre	6 160 668,05	1 021 745,00	2 670 539,07
<b>total dépenses de fonctionnement</b>	<b>38 679 203,51</b>	<b>38 082 925,33</b>	<b>39 012 840,34</b>



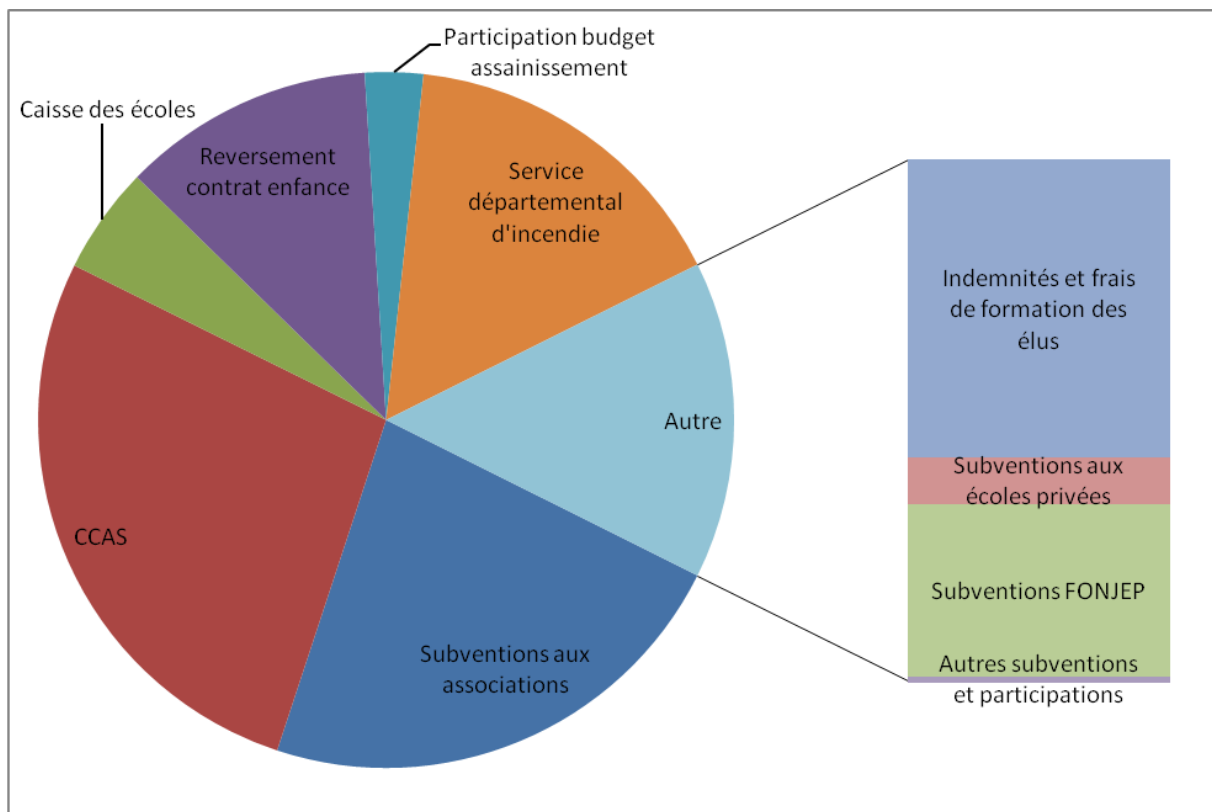
### 2.1/ chapitre 011 – charges à caractère général

Les charges à caractère général retracent l'ensemble des coûts de fonctionnement courant des services et établissements municipaux que sont, par exemple, les fluides, les fournitures techniques et administratives, les locations, la maintenance et l'entretien, les prestations de services. Hors coût de l'énergie – eau, électricité, chauffage et carburant – qui représente près de 27 % des dépenses, ces charges sont en hausse limitée de 1,8 %, soit un taux inférieur à celui de l'inflation (+ 2 %) grâce à la poursuite de notre politique de gestion dynamique et rigoureuse des deniers publics.

### 2.2/ chapitre 012 – charges de personnel

La réorganisation des services, engagée grâce à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC), associée à une professionnalisation accrue des agents, permettent une maîtrise quasi parfaite des dépenses de personnel avec une hausse, minime, de 0,23 % entre 2011 et 2012. Et cela, malgré un Glissement Vieillesse Technicité (GVT) estimé à près de 350 000 € (2,04 %).

### 2.3/ chapitre 65 – autres charges de gestion courante



## **2.4/ autres chapitres**

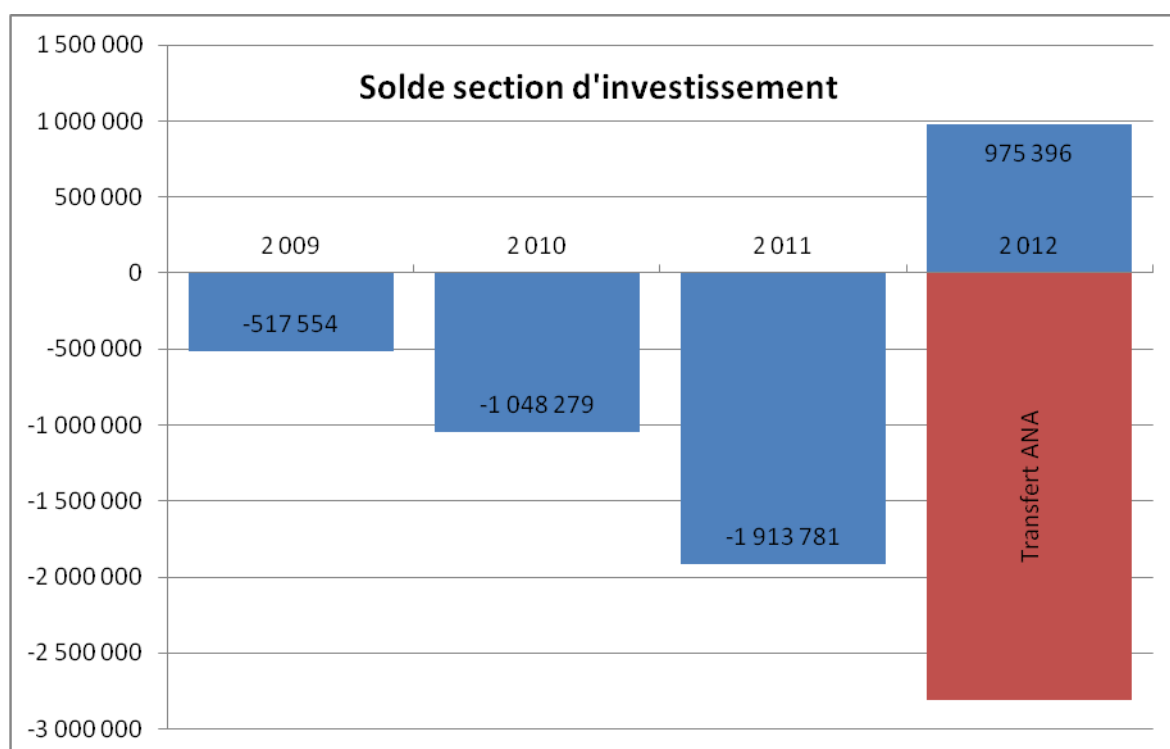
66 – charges financières – comprend le remboursement des intérêts des emprunts, ainsi que les frais liés à l'utilisation de lignes de trésorerie (pas de tirage en 2012).

67 – charges exceptionnelles – retrace principalement les subventions aux budgets annexes pour un montant total de 4 469 730 € (bâtiments industriels et commerciaux : 3 961 360 € ; opération de renouvellement urbain : 150 000 € ; parking du marché : 89 000 € ; régie de spectacles : 161 870 € ; office déodatien du tourisme : 107 500 €). Le montant exceptionnel de la subvention au budget annexe des bâtiments Industriels et Commerciaux est dû au transfert du centre aqualudique AquaNova America (cf. introduction).



## Section d'investissement

La section d'investissement présente un résultat positif dû essentiellement au transfert du financement du centre aqualudique au budget annexe des Bâtiments Industriels et Commerciaux. En effet, les dépenses (6,5 millions d'euros) ont été intégralement transférées alors qu'en recettes, seules les subventions de nos partenaires (3 millions d'euros) l'ont été. Les recettes propres de la Ville destinées au projet AquaNova America, et notamment un placement budgétaire de près de 2,5 millions d'euros, ont dû être réalisées dans le budget principal.



## 1/ Les recettes d'investissement

	Réalisé 2011	Voté 2012	Réalisé 2012
10 dotations, fonds divers et réserves	1 975 744,74	4 815 424,48	4 747 167,08
13 subventions d'équipement	543 792,12	1 843 668,40	650 859,36
16 emprunts et dettes assimilées	800 000,00	1 000 000,00	1 000 300,00
20 immobilisations incorporelles	5 782,93	228 000,00	229 030,28
23 immobilisations en cours	25 026,17		
27 autres immobilisations financières	35 272,28	2 698 900,00	2 698 762,07
024 cessions		2 070 000,00	
021 virement de la section de fonctionnement		223,00	
<b>total recettes réelles</b>	<b>3 385 618,24</b>	<b>12 656 215,88</b>	<b>9 326 118,79</b>
recettes d'ordre (sauf virement de la section de fonctionnement)	7 023 665,34	1 408 748,00	2 715 168,93
<b>total recettes d'investissement</b>	<b>10 409 283,58</b>	<b>14 064 963,88</b>	<b>12 041 287,72</b>

La section d'investissement comprend, en recettes, des crédits qui ne doivent pas, selon l'instruction comptable M14, faire l'objet d'émission de titres (parties grisées du tableau ci-dessus) :

- Les produits de cessions qui sont titrés au compte 775 en recette de fonctionnement,
- Le virement de la section de fonctionnement.

Le très faible niveau du virement de la section de fonctionnement s'explique par le transfert d'AquaNova America au budget annexe qui s'est traduit par une dépense de fonctionnement non prévue au Budget Primitif 2012.

Le chapitre 10 – dotations – est en très forte hausse grâce à l'excédent de fonctionnement capitalisé (compte 1068) au terme de l'exercice 2011 et au FCTVA, calculé maintenant sur les dépenses d'investissement de N-1, démontrant ainsi les efforts d'économies réalisés en section de fonctionnement associés à un haut niveau d'investissement.

Au chapitre 27 – autres immobilisations financières – figure le placement budgétaire réalisé en 2011 suite à la vente d'une partie de la forêt communale, et récupéré en 2012 pour financer la réalisation du centre aqualudique AquaNova America.

Le déblocage des emprunts, pour un montant de 1 000 000 € a permis le financement des nouveaux investissements dont le taux de réalisation atteint 71,26% et près de 80% si on intègre AquaNova America. Ce montant, comparé à celui du capital remboursé qui s'élève à 2 593 781,56 €, aura permis **un désendettement sur l'exercice 2012 de près de 1,6 million d'euros.**

Les écritures d'ordre comprennent les dotations aux amortissements, le transfert des frais d'études et d'insertions aux comptes d'immobilisations corporelles et les écritures liées aux cessions.

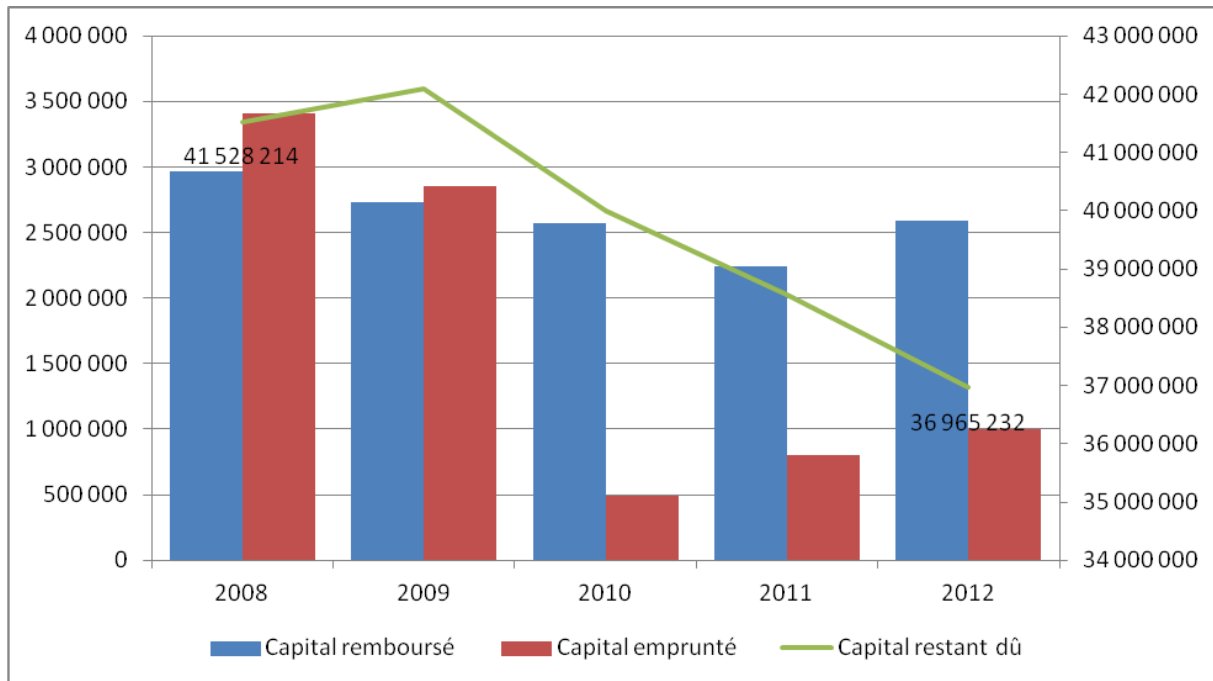
## 2/ Les dépenses d'investissement

	Réalisé 2011	Voté 2012	Réalisé 2012
10 dotations et subventions	1 846,00	95 320,00	
13 subventions d'équipement	31 217,19		
16 remboursement capital des emprunts	2 246 563,87	2 666 000,00	2 593 781,56
20 immobilisations incorporelles	660 412,68	551 236,07	274 693,24
204 subventions d'équipement	14 364,00		
21 immobilisations corporelles	3 698 910,13	4 512 597,83	2 568 550,56
23 travaux en cours	878 300,32	3 578 173,22	3 314 622,42
26 participations et créances rattachées	-	10 100,00	100,00
27 autres immobilisations financières	2 544 911,44		
<b>total dépenses réelles</b>	<b>10 076 525,63</b>	<b>11 413 427,12</b>	<b>8 751 747,78</b>
dépenses d'ordre	1 198 259,23	738 656,00	400 363,27
<b>total dépenses d'investissement</b>	<b>11 274 784,86</b>	<b>12 152 083,12</b>	<b>9 152 111,05</b>

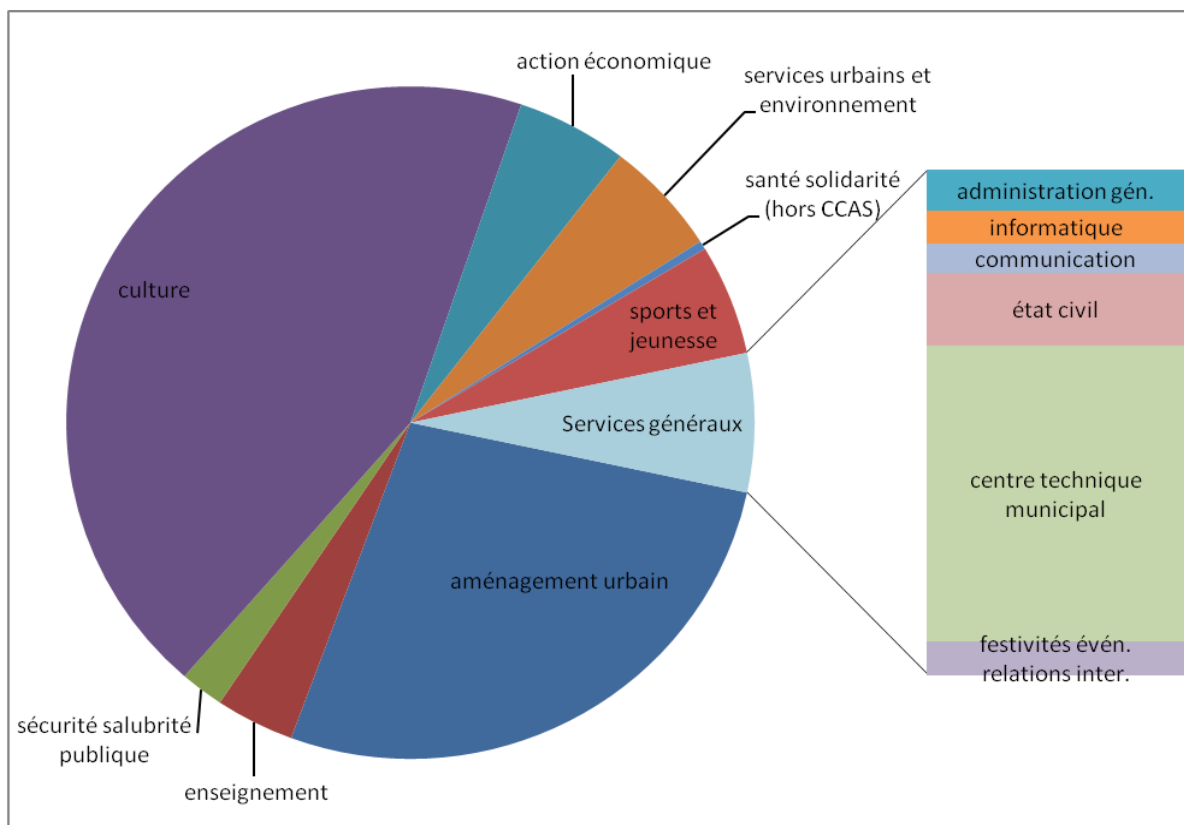
Les dépenses d'investissement comprennent 2 postes principaux :

- Le remboursement du capital de la dette
- Les dépenses d'équipement.

## 2.1/ le remboursement des emprunts



## 2.2/ les dépenses d'équipement



## Des investissements pour tous

- Etanchéité de la maison du gardien du cimetière rive gauche
- Installation de caméras de vidéosurveillance
- Terminaux de PV électroniques
- Toiture terrasse de l'école Camille Claudel
- Réaménagement de l'école Fernand Baldensperger
- Restructuration de l'Espace Georges Sadoul
- Remplacement des toiles de l'Espace François Mitterrand et reprise des peintures
- Remplacement des joints de façade de la Tour de la Liberté
- Tondeuse pour l'entretien du golf
- Bardage et peinture du bâtiment Louise Michel
- Défibrillateurs dans les maisons de quartier
- Balayeuse de voirie
- Voirie et réseaux Quai du stade
- Rue du Général Chérin
- Rue Albert Cuny
- Rue des trois villes
- Chemin du haut d'Anould
- Joints de dilatation du parking souterrain
- Acquisition 4-5 rue du Mondelet
- Dépollution site des Miroiteries Vosgiennes
- Prolongement et renforcement du réseau électrique de l'Ecoparc
- Cabanes pour les jardins familiaux
- Aménagement intérieur de l'ex CCI-TGI
- Applications SMS et smartphones
- Terrasse de l'office du tourisme
- Conteneurs Espaces Ville Propre (budget ordures ménagères)
- Rénovation intérieure de l'espace Vincent Auriol (budget opération de renouvellement urbain)
- Rénovation intérieure de la bibliothèque Lamartine (budget opération de renouvellement urbain)
- Début des travaux de la NEF (budget opération de renouvellement urbain)
- Financement AquaNova America (budget des bâtiments industriels et commerciaux)

## BUDGETS CONSOLIDÉS

Budget	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Principal	1 269 546	975 396	2 244 942
Eau	150 861	-88 037	62 825
Assainissement	4 682	384 899	389 581
Ordures ménagères	390 400	36 976	427 376
Forêts	58 461	-14 520	43 941
Régie de spectacles	38 247		38 247
Bâtiments industriels et commerciaux	3 852 954	-6 369 633	-2 516 679
Opération de Renouvellement Urbain	-11 646	854 623	842 977
Assainissement non collectif	1 677		1 677
Parking	39 961	-36 092	3 868
Office du tourisme	20 894	1 134	22 028
<b>TOTAL</b>	<b>5 816 037</b>	<b>-4 255 253</b>	<b>1 560 784</b>

Le déficit du budget annexe des Bâtiments Industriels et Commerciaux est dû au décalage entre le mandatement des dépenses liées à la construction du centre aqualudique AquaNova America et l'encaissement des subventions de nos partenaires, notamment le Conseil Régional de Lorraine pour 1,961 M€ et le Conseil Général des Vosges pour 150 k€. Ces subventions ont fait l'objet d'un report de crédits de 2012 sur 2013.